



Refus net d'une agriculture planifiée

Le Conseil national a rejeté nettement l'initiative populaire «Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous» sans lui opposer de contre-projet. economiesuisse salue cette décision, car l'initiative exige des interventions radicales dans le secteur agricole, sous forme d'instruments d'économie planifiée comme la fixation des prix et le renforcement de l'emploi, ou l'introduction de nouveaux droits de douane.

Même si le débat aura été long, l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire» n'a eu aucune chance au Conseil national. Ce projet, peu soutenu, à l'exception notamment du syndicat des paysans Uniterre et du Parti du travail, a été jugé trop radical par une large majorité du Parlement. En cas d'acceptation, non seulement le secteur agricole suisse devrait être largement étatisé, mais les mesures de protection demandées aux frontières seraient contraires aux accords de libre-échange conclus par la Suisse, aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux **accords bilatéraux avec l'UE**.

La durée des débats s'explique par la volonté des milieux agricoles d'exprimer leur mécontentement à l'égard de la «Vue d'ensemble à moyen terme du développement envisagé de la politique agricole» présentée par le Conseil fédéral le 1^{er} novembre 2017. Diverses interventions ont cependant souligné à juste titre que ces deux objets ne devaient pas être confondus. Le Conseil fédéral doit pouvoir regarder vers l'avenir et proposer des stratégies.

Pas de décision relative à la politique agricole 22+

Le refus opposé par le Conseil national aujourd'hui concerne l'initiative populaire. Ce n'était pas un vote sur la vue d'ensemble du Conseil fédéral. Celle-ci fera l'objet d'un débat sur la stratégie à long terme. La Confédération soumettra vraisemblablement sa politique agricole 22+ en consultation en 2018. Dans ce cadre, et lors des débats parlementaires qui suivront, il restera suffisamment de temps pour débattre de la stratégie de politique agricole de la Suisse. À court terme, economiesuisse espère que tous les acteurs concernés prendront au sérieux l'invitation au dialogue du conseiller fédéral Johann Schneider-Amman et participeront à la table ronde annoncée. Il s'agira de discuter de manière constructive et de garder à l'esprit l'intérêt général de la Suisse.